

LA MISE EN OEUVRE DU PLAN CO.RAIL PAR L'AFD

L'action de l'AFD s'inscrit dans le cadre du mandat que l'Etat lui a confié, d'opérateur des plans de soutien et de relance de l'économie. Pour remplir cette fonction, l'AFD dispose d'outils pérennes et exceptionnels mis en place spécifiquement pour la période de crise actuelle.

• **LES FONDS DE GARANTIE**

L'AFD apporte des solutions sous forme de partage de risque avec les banques de la place à travers un **fonds de garantie des crédits moyen et long terme**. Ce fonds couvre des financements selon les caractéristiques suivantes :

- Durée comprise entre 2 et 16 ans
- Montant maximal de garantie (par entreprise ou groupe d'entreprises) : 1.500 K€
- Quotité garantie maximale de 70 %
- Commission : 0,60 %, fonction de la quotité garantie et du capital restant dû, prise en charge à 50% par la Région Guadeloupe
- Limitation des sûretés personnelles demandées : les garanties personnelles sont plafonnées à la moitié de l'encours des crédits et aucune garantie ne peut être prise sur la résidence du promoteur.

Une section de **Renforcement de la Trésorerie des Entreprises (RTE)** a été créée à titre temporaire. Elle couvre les prêts de consolidation à moyen terme des concours bancaires à court terme selon les caractéristiques suivantes :

- Durée comprise entre 2 et 7 ans (10 ans dans certains cas particuliers)
- Les RTE doivent s'accompagner d'un maintien ou d'une augmentation des concours bancaires globaux dont bénéficie l'entreprise.
- Les entreprises éligibles sont des entreprises fondamentalement saines et viables rencontrant ou susceptibles de rencontrer des difficultés de trésorerie qui ne sont pas d'origine structurelle.
- Montant maximal de la garantie (par entreprise ou groupe d'entreprises) : 1.500 K € pour les TPE/PME
- Quotité garantie de 60 % (possibilité d'aller jusqu'à 90 %)
- Commission de 0,80 % du capital restant dû prorata temporis pour une garantie à 60 %
- Limitation des sûretés personnelles demandées : les garanties personnelles sont plafonnées à la moitié de l'encours des crédits et aucune garantie ne peut être prise sur la résidence du promoteur.

Un fonds de garantie **Lignes de Crédit Court Terme Confirmées (LCCTC)** a également été mis en place temporairement. Il couvre les crédits à court terme selon les caractéristiques suivantes :

- Durée comprise entre 12 et 18 mois
- Montant maximal de garantie (par entreprise ou groupe d'entreprises) : 1.500 K € pour les PME/TPE
- Quotité garantie de 60 % (possibilité d'aller jusqu'à 90 %)
- Commission : 1 % du capital restant dû prorata temporis pour une garantie à 60%

- Limitation des sûretés personnelles demandées : les garanties personnelles sont plafonnées à la moitié de l'encours des crédits et aucune garantie ne peut être prise sur la résidence du promoteur.

NB : en application de la réglementation européenne, sont exclues les entreprises en difficulté avérée et celles en procédure judiciaire (y compris sauvegarde).

Une entreprise «*en difficulté avérée*» est une «*entreprise qui est incapable, avec ses propres ressources financières ou avec les ressources que sont prêts à leur apporter des propriétaires actionnaires et ses créanciers, d'enrayer des pertes qui la conduisent, en l'absence d'une aide directe des Collectivités Publiques, vers une mort économique quasi certaine à court ou moyen terme*».

☞ S'adresser aux banques

• **LE FINANCEMENT DIRECT DE LA TRESORERIE**

En sa qualité de représentant d'OSEO financement, l'**AFD apporte également des crédits de trésorerie** par le biais de cession Loi Dailly sur créances publiques, voire de grands donneurs d'ordre privés agréés par OSEO en complément ou en pool avec les banques des entreprises.

☞ S'adresser à l'AFD

• **LE PRET PARTICIPATIF DE DEVELOPPEMENT (PPD)**

Dans le cadre du développement des entreprises, OSEO met en place des prêts de 5 à 7 ans sans garantie d'un montant compris entre 15.000 et 100.000 €. Ces prêts sont accordés à des entreprises de plus de 3 ans et **viennent en accompagnement d'un crédit d'un établissement financier ou bancaire destiné à un investissement matériel d'un montant au moins égal au PPD** pour le financement des investissements immatériels, des équipements à faible valeur de gage et du besoin en fonds de roulement. Le prêt est plafonné au montant des fonds propres.

☞ S'adresser aux banques et à l'AFD (afin d'alléger l'instruction du PPD, cette dernière s'appuie sur l'instruction du prêt bancaire).

• **LE PRET A LA CREATION D'ENTREPRISE (PCE)**

Le PCE est un prêt à 5 ans sans garantie d'un montant compris entre 2.000 et 7.000 € pour les entreprises en phase de création. **Il doit être accompagné d'un prêt bancaire au moins égal au PCE.** Les banques instruisent et décident directement les demandes de PCE dans le cadre d'une délégation d'OSEO.

☞ S'adresser aux banques

• **LE PRET AIDE A L'INVESTISSEMENT (PAI)**

L'AFD met en place des lignes de crédit à long terme auprès de certaines banques pour leur permettre de financer l'investissement des PME à des conditions préférentielles.

☞ S'adresser aux banques

CONTACT :

Agence de Pointe à Pitre
Parc d'activités de la Jaille - Bâtiment 7
BP 110 - 97122 BAIE MAHAULT
Tél : 05.90.89.65.65
Fax : 05.90.83.03.73
afdpointeapitre@groupe-afd.org

MEDIATION DU CREDIT

En cas de difficulté d'obtention de crédit (ou d'assurance-crédit), les entreprises peuvent renseigner un dossier sur le site du médiateur du crédit www.mediateurducredit.fr.